

Blocages des lycées : en assumant l'affrontement avec l'État et ses forces de répression, les jeunes prolétaires montrent la voie à suivre dans les luttes revendicatives

L'État est en dernière instance une bande « d'hommes armés » (1). Cette vérité, exprimée par Friedrich Engels dans son ouvrage fondateur sur *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, a été éprouvée dans leur chair par les milliers de jeunes prolétaires lycéens qui, depuis le 21 septembre 2026, ont engagé un rapport de force, souvent violent, avec l'État bourgeois qui n'a trouvé qu'une seule réponse aux revendications des lycéens : la matraque.

En effet, alors que, partout en France, et d'abord en Île-de-France, des lycéens, souvent issus de quartiers populaires, ont entamé le blocage des établissements scolaires – à ce jour, près de 1000 établissements sont bloqués ou font l'objet d'actions de la part des lycéens (2) – pour demander l'augmentation des moyens attribués à l'éducation, le remplacement des enseignants absents, le recrutement de personnels supplémentaires, la diminution des effectifs dans les classes, la réfection des lycées vétustes, la réduction de la surcharge des emplois du temps ou encore l'abrogation de la machine à sélectionner et broyer les étudiants, Parcoursup, l'État a préféré révéler son vrai visage, plutôt que de porter son masque de correction et de respectabilité. Nul doute que le fait que les principaux initiateurs du mouvement aient été de jeunes prolétaires d'origine maghrébine ou africaine, a joué un rôle central dans la décision de l'État d'envoyer ses miliciens surarmés se défouler sur les jeunes. Police montée, cars de CRS, BRAV-M, tirs de LBD à bout portant visant les yeux ou la mâchoire, c'est bien l'artillerie lourde qui a été sortie pour mater une jeunesse révoltée.

Les prolétaires et les révolutionnaires ne peuvent que se réjouir du fait qu'à ce déferlement de violence étatique, la jeunesse prolétarienne ait répondu sur le même terrain. À rebours des pacifistes de toutes sortes – syndicalistes lycéens, responsables politiques, groupes prétendument révolutionnaires (!) – qui enjoignent le mouvement à s'inscrire dans la non-violence, le respect des biens et des personnes haïs et la négociation avec les autorités, la grande majorité des occupants ont relevé le gant en accueillant la police à coups de mortiers et de pavés ou en érigeant des barricades improvisées. Au moment de la rédaction de l'article, il semblerait que

83 policiers et gendarmes aient été blessés. Si ces chiffres sont, bien évidemment, montés en épingle par les chiens de garde médiatiques et politiques du capital, ils font bien pâle figure face aux chiffres de la répression étatique. D'après la police, plus de 5000 personnes ont été arrêtées et on compterait près de 170 blessés parmi les élèves. (3) Les images nous parviennent déjà de jeunes enfants de 15 à 18 ans éborgnés ou à la mâchoire brisée par les tirs de LBD. (4) Il ne fait aucun doute que ces images vont se multiplier, tant la flicaille prend plaisir à se défouler sur les jeunes prolétaires.

Car ne nous y trompons pas, si les revendications semblent *a priori* interclassistes en ce sens qu'elles concernent les lycéens dans leur globalité, qu'ils soient fils de prolétaires, de petits-bourgeois ou de grands bourgeois, il est évident que les faibles taux d'encadrement, les locaux en ruines et le couperet de Parcoursup – qui trie les élèves entre « bons » destinés à intégrer les classes préparatoires, les grandes écoles et les grandes universités et « mauvais » qui sont concentrés dans les amphithéâtres surchargés d'universités aux moyens limités, voire poussés hors d'une école qui leur a bien fait comprendre depuis le début de leur scolarité que là n'était pas leur place –, sont uniquement le lot des lycéens issus de milieu populaire ou prolétarien. La radicalité des modes d'action – blocages, occupations, barricades et affrontement avec les forces de répression – en est d'ailleurs une preuve supplémentaire.



Est-ce à dire que les « lycéens » seraient devenus une nouvelle avant-garde, aux côtés des « jeunes », des « femmes », des « minorités », des « homosexuels », des « transgenres », des « paysans », des « ouvriers », tous uniformément révolutionnaires, comme ne cessent de le proclamer à cor et à cri les groupuscules d'extrême gauche bourgeois, qu'ils soient anarchistes, trotskistes ou maoïstes, et dont l'exemple caricatural nous est donné par le groupe trotskiste Révolution permanente ? (5) En réalité, comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire à de multiples reprises, la « jeunesse » n'existe pas aux yeux des marxistes. (6) Les jeunes, comme le reste de la société, se divisent en classes sociales, dont les intérêts sont loin d'être identiques. S'ils ont certes des traits communs, leur expérience de l'école est radicalement différente selon qu'ils proviennent de milieux populaires ou de milieux bourgeois. Alors que pour les seconds, les illusions républicaines, méritocratiques et culturalistes peuvent correspondre à une certaine réalité, les premiers savent ce qu'ils doivent penser des promesses de liberté, d'égalité, de fraternité et de promotion sociale par le travail, l'école et la culture. Traités comme des sous-élèves depuis leur entrée dans le cursus scolaire, abandonnés des pouvoirs publics, poussés le plus tôt possible vers la sortie pour qu'ils puissent « s'insérer sur un marché du travail » qui a besoin de jeunes prolétaires taillables et corvéables à merci, l'école républicaine incarne à leurs yeux ce qu'elle n'a jamais cessé d'être : une vaste fumisterie. Dès lors, comment s'étonner que les jeunes engagés dans ces mouvements se soient mis à incendier les locaux, les bus scolaires ou encore le mobilier urbain ? Loin de représenter une violence aveugle, comme certaines bonnes consciences prétendent révolutionnaires voudraient le faire croire, ces dégradations manifestent une compréhension instinctive que les promesses vides de la République ne leur sont pas destinées.

Si ce mouvement doit être critiqué – fraternellement mais résolument – c'est sous l'angle du risque que cette lutte originellement spontanée et organisée indépendamment des syndicats et des partis de gauche finisse par être récupérée par ces faux amis des jeunes prolétaires. Au lycée comme sur le lieu de travail, les syndicats exercent leur rôle d'agents d'influence de la bourgeoisie en milieu prolétarien. Qu'il s'agisse de l'Union syndicale lycéenne (USL) ou du Mouvement national lycéen (MNL), pépinières de bureaucrates syndicaux, antichambre de l'Union étudiante (7) et appendices de la France insoumise, ou des nombreux élus de la France insoumise – comme le député Denis



Boyard, lui-même ancien bureaucrate syndical lycéen, ou le maire de Saint-Denis, Bally Bagayoko, tous ces prétendus alliés du mouvement lycéen ont pour unique but de le rediriger vers la voie de garage de la non-violence et de la négociation avec le gouvernement. Il n'a ainsi pas fallu longtemps pour que nos apprentis bureaucrates entament une discussion courtoise avec le ministre de l'Éducation nationale sous les ors des grands hôtels ministériels, ou pour que le leader de la France insoumise et éternel candidat à la présidentielle, exhorte les lycéens à n'utiliser « *que des méthodes de lutte non-violentes* ». (8) Il ne faisait alors que suivre les pas de son compère, Bally Bagayoko, qui, sous les yeux des caméras opportunément placées, appelait, d'un ton pontifiant, les lycéens au calme et au rejet de la violence. (9) Il ne faudrait certes pas que la violence lycéenne vienne rejaillir sur le candidat Mélenchon, qui doit faire montre de sa responsabilité et de son aptitude à maintenir l'ordre républicain s'il veut prétendre à la magistrature suprême. Hélas, l'écho positif que semblent rencontrer les élus de la France insoumise sur les points de blocage ou dans les manifestations, témoigne du danger réel que le mouvement finisse par être absorbé par la bourgeoisie. C'est le rôle des révolutionnaires de souligner ce danger, sans s'illusionner sur la capacité des jeunes prolétaires à assimiler cette orientation politique dans une période de reflux de la lutte des classes.

Il incombe aussi aux révolutionnaires de rappeler la nécessité d'une solidarité prolétarienne avec ce mouvement. Ce n'est pas seulement parce que ce sont leurs enfants qui sont concernés, ce n'est pas seulement parce qu'une large partie de la population (6 Français sur 10 selon des sondages à la valeur contestable mais qui donnent une idée imparfaite de l'écho que rencontre ce mouvement auprès de la société (10)) trouve légitimes les revendications des lycéens, c'est surtout parce que seul le prolétariat, en luttant au niveau de la production, est en mesure de menacer durablement la domination du capital. Si les lycéens en lutte sont des fils de prolétaires et vraisemblablement de futurs prolétaires, ils n'appartiennent encore que potentiellement à ce sujet révolutionnaire identifié par Marx et dont la force réside dans son positionnement central dans la structure productive (là où s'extrait la plus-value, fluide vital du capitalisme sans lequel il ne peut que s'écrouler) et dans le contact quotidien qu'il entretient avec ses frères de classe sur le lieu de travail,



contribuant à une première prise de conscience de son appartenance à la classe ouvrière, une classe dont la double qualité est d'être dialectiquement exploitée et révolutionnaire. Les lycéens ne sont pas un nouveau sujet révolutionnaire, un expédient devant la relative passivité de la classe ouvrière non seulement en Europe mais aussi dans le reste du monde. Comme le disait Trotski au sujet de la jeunesse étudiante, à une époque où elle était encore majoritairement petite-bourgeoise, *« lorsque la bourgeoisie refuse consciemment et obstinément de résoudre les problèmes qui découlent de la crise de la société bourgeoise, et que le prolétariat n'est pas encore prêt à assumer cette tâche, ce sont souvent les étudiants qui occupent le devant de la scène. Au cours de la première révolution russe, nous avons maintes fois observé ce phénomène. Il a toujours eu pour nous une grande signification: cette activité révolutionnaire ou semi-révolutionnaire implique que la société bourgeoise traverse une crise profonde. La jeunesse petite-bourgeoise, sentant qu'une force explosive s'accumule au sein des masses, cherche à sa manière à trouver une issue à cette impasse en faisant progresser la situation politique. »* (11) Certes, la lutte des jeunes, précisément en raison de leur radicalité et de leur propension à entrer en lutte parmi les premiers qui a fait que des membres des jeunesses socialistes comme Karl Liebknecht ou Amadeo Bordiga, ont été parmi les meilleurs révolutionnaires, peut servir d'étincelle et précéder le réveil de ce géant endormi qu'est le prolétariat. Mais elle se condamne à rester vaine si elle ne parvient pas à s'étendre à l'unique classe révolutionnaire, le prolétariat. Par ce rappel bienvenu que seul le recours à la violence face à la répression d'un État qui, lui, n'hésite jamais à recourir aux méthodes les plus brutales pour maintenir son ordre pourri, laisse envisager le succès dans les luttes revendicatives, les jeunes prolétaires ont montré la voie. Au prolétariat, à son tour, de s'inspirer des leçons de cette lutte, grâce à l'aide inestimable et indispensable de son parti de classe. *« Cela ne pourra se faire du jour au lendemain ; sans compter la répression, il y aura beaucoup d'obstacles à surmonter, des récupérations à éviter, de faux amis «de gauche» ou «démocrates» à écarter ; mais en déchirant au moins temporairement l'asphyxiante paix sociale, la révolte spontanée actuelle contribue objectivement à rapprocher cette perspective. »*, écrivions-nous en 2023 à l'occasion des émeutes consécutives à la mort de Nahel. (12) Ce pronostic reste aussi vrai aujourd'hui qu'il l'était trois ans plus tôt.

4 octobre 2026.

- (1) Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 1884, ch. 12, « Barbarie et civilisation ».
- (2) « Lycées bloqués: le ministre de l'Éducation nationale annonce «un peu plus de 400 établissements» fermés demain », *BFM TV*, 1^{er} octobre 2026 : <https://www.bfmtv.com/societe/education/>
- (3) « Blocage des lycées : forte mobilisation, violences et dégradations, mouvement reconduit... Ce qu'il faut retenir de la journée de vendredi », *Le Monde*, 2 octobre 2026 : <https://www.lemonde.fr/societe/live/2026/10/02/>
- (4) « Lycéen blessé mercredi 30 septembre à Tours : « Maël a perdu l'usage de son œil » », *La Nouvelle République*, 2 octobre 2026 : <https://www.lanouvellerepublique.fr/tours/> ; « Blocus des lycées : L'adolescent touché par un LBD dans le Val-d'Oise souffre d'une double fracture de la mâchoire », *20 Minutes*, 2 octobre 2026 : https://www.20minutes.fr/faits_divers/
- (5) Voir par exemple « Un air de Grand Refus », *Révolution permanente*, 4 octobre 2026 : <https://www.revolutionpermanente.fr/Un-air-de-Grand-Refus>
- (6) Voir par exemple notre article « Manifestations de la génération Z : Ce n'est pas « la jeunesse » qui renversera le capitalisme mais le prolétariat unifié derrière son parti de classe », *Le Prolétaire* n° 559, Novembre-Décembre 2025
- (7) Premier syndicat étudiant en termes d'effectifs et de votes, remplaçant une UNEF désormais réduite à peau de chagrin, très lié à la France insoumise, et qui a d'ailleurs apporté son soutien au mouvement lycéen.
- (8) « “Cela ne sert à rien de mettre le feu” : Jean-Luc Mélenchon appelle les jeunes à n'utiliser «que des méthodes de lutte non-violentes» », *BFM TV*, 1^{er} octobre 2026 : <https://www.bfmtv.com/politique/la-france-insoumise/>
- (9) « Blocage des lycées : Bally Bagayoko, maire LFI de Saint-Denis, défend sa présence auprès des mobilisés », *Le Monde*, 1^{er} octobre 2026 : <https://www.lemonde.fr/politique/article/2026/10/01/>
- (10) « 62 % des Français pensent que le mouvement lycéen est justifié, selon un sondage Odoxa », *L'Humanité*, 3 octobre 2026
- (11) Léon Trotski, « Les tâches des communistes en Espagne. Lettre à Contra la Corriente », 25 mai 1930, disponible en ligne sur [marxists.org](https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/) : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/05/300525b.htm>. Les passages soulignés le sont par nous.
- (12) « Émeutes dans les quartiers prolétaires. Le capitalisme est responsable des crimes policiers, des oppressions et de la misère. C'est lui qu'il faut combattre, c'est lui qu'il faudra abattre! », *Le Prolétaire* n° 549, Juin-Juillet-Août 2023.



parti communiste international

Site: <https://www.pcint.org> - Adresse de contact : leproletaire@pcint.org
 Imp. Spéc. - Ne pas jeter sur la voie publique - Suppl. au *prolétaire* n° 562
 Lisez la presse du PCI : le prolétaire / programme communiste / il comunista / el proletario / el programa comunista / proletarian / communist program

Programme du parti communiste international

Le Parti Communiste International est constitué sur la base des principes suivants, établis à Livourne en 1921 à la fondation du Parti Communiste d'Italie (section de l'Internationale Communiste):

1. Une contradiction toujours croissante entre les forces productives et les rapports de production va se développant dans la société capitaliste actuelle, entraînant l'antagonisme d'intérêts et la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dominante.

2. Les rapports de production actuels sont protégés par le pouvoir de l'Etat bourgeois. Quels que soient la forme du système représentatif et l'usage fait de la démocratie électorale, l'Etat bourgeois constitue toujours l'organe de défense des intérêts de la classe capitaliste.

3. Le prolétariat ne peut ni briser ni modifier le système des rapports capitalistes de production dont son exploitation dérive sans abattre le pouvoir bourgeois par la violence.

4. L'organe indispensable de la lutte révolutionnaire du prolétariat est le parti de classe. Regroupant en son sein la fraction la plus avancée et la plus résolue du prolétariat, le Parti Communiste unifie les efforts des masses laborieuses en les dirigeant, de la lutte quotidienne pour des intérêts partiels et des résultats contingents, vers la lutte générale pour l'émancipation révolutionnaire du prolétariat. Le parti a pour tâche de diffuser la théorie révolutionnaire dans les masses, d'organiser les moyens d'action, de diriger la classe laborieuse dans le développement de la lutte en assurant la continuité historique et l'unité internationale du mouvement.

5. Après le renversement du pouvoir capitaliste, le prolétariat ne pourra s'organiser en classe dominante qu'en détruisant le vieil appareil d'Etat et en instaurant sa propre dictature, c'est-à-dire en privant de tout droit et de toute fonction politique la bourgeoisie et les membres de la classe bourgeoise tant qu'ils survivront socialement, et en fondant les organes du nouveau régime sur la seule classe productive. Le parti communiste, dont la caractéristique consiste dans la réalisation de ce but fondamental, représente, organise et dirige sans partage la dictature prolétarienne. La défense nécessaire de l'Etat prolétarien contre toutes les tentatives contre-révolutionnaires ne peut être assurée qu'en enlevant à la bourgeoisie et aux partis ennemis de la dictature prolétarienne tout moyen d'agitation et de propagande politique et en dotant le prolétariat d'une organisation armée pour repousser toute attaque intérieure ou extérieure.

6. Seule la force de l'Etat prolétarien pourra intervenir systématiquement dans les rapports de l'économie sociale en réalisant toutes les mesures successives qui assureront le remplacement du système capitaliste par la gestion collective de la production et de la distribution.

7. Cette transformation de l'économie, et par conséquent de toutes les activités de la vie sociale, aura pour effet d'éliminer progressivement la nécessité de l'Etat politique dont l'appareil se réduira peu à peu à celui de l'administration rationnelle des activités humaines.

* * *

La position du parti devant la situation du monde capitaliste et du mouvement ouvrier après la seconde guerre mondiale se base sur les points suivants:

8. Dans la première moitié du XXème siècle, le développement du capitalisme a vu, dans le domaine économique, l'apparition de syndicats patronaux regroupant les employeurs dans un but de monopole, et des tentatives de contrôler et de diriger la

production et les échanges selon des plans centraux, allant jusqu'à la gestion de secteurs entiers de la production par l'Etat; dans le domaine politique, le renforcement du potentiel policier et militaire de l'Etat et les formes totalitaires de gouvernement. Il ne s'agit pas là de types nouveaux d'organisation sociale constituant une transition du capitalisme au socialisme, encore moins d'un retour à des régimes politiques pré-bourgeois; il s'agit au contraire de formes précises de gestion encore plus directe et plus exclusive du pouvoir et de l'Etat par les forces les plus développées du capital.

Ce processus exclut des interprétations pacifistes, évolutionnistes et progressistes du développement du régime bourgeois et confirme les prévisions marxistes sur la concentration et l'alignement antagonique des forces de classe. Pour que ses énergies révolutionnaires puissent se renforcer et se concentrer avec un potentiel correspondant, le prolétariat doit repousser la revendication d'un retour illusoire au libéralisme démocratique ainsi que la demande de garanties légales, et ne pas les admettre comme moyen d'agitation; et il doit liquider historiquement la méthode des alliances du parti révolutionnaire de classe pour des buts transitoires, que ce soit avec des partis bourgeois ou petits-bourgeois, ou avec des partis pseudo-ouvriers à programme réformiste.

9. Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes. Ces guerres ont provoqué des crises multiples et profondes au sein de l'organisation mondiale des travailleurs, car les classes dominantes sont parvenues à leur imposer la solidarité nationale et militaire dans l'un ou l'autre des deux camps. La seule alternative historique à opposer à cette situation est la reprise de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays jusqu'à la guerre civile des masses laborieuses pour renverser le pouvoir de tous les Etats bourgeois et des coalitions mondiales, avec la reconstitution du parti communiste international comme force autonome face à tous les pouvoirs politiques et militaires organisés.

10. L'Etat prolétarien, dans la mesure même où son appareil est un instrument et une arme de lutte dans une époque historique de transition, ne tire pas sa force organisationnelle de règles constitutionnelles ni de schémas représentatifs quelconques. L'expression historique la plus haute d'une telle organisation a été jusqu'à présent celle des conseils de travailleurs née au cours de la révolution russe d'octobre 1917 dans la période où la classe ouvrière s'organisait militairement sous la direction exclusive du parti bolchevik, et où étaient à l'ordre du jour la conquête totalitaire du pouvoir, la dissolution de l'Assemblée constituante, la lutte pour repousser les attaques extérieures des gouvernements bourgeois et pour écraser la rébellion intérieure des classes vaincues, des couches moyennes et petites-bourgeoises et des partis opportunistes qui, dans les phases décisives, sont les alliés inévitables de la contre-révolution.

11. La défense du régime prolétarien contre les dangers de la dégénérescence contenus dans les succès et les reculs possibles de l'oeuvre de transformation économique et sociale - dont la réalisation intégrale est inconcevable dans les limites d'un seul pays - ne peut être assurée que par une coordination constante entre la politique de l'Etat ouvrier et la lutte unitaire internationale, incessante en temps de paix comme en temps de guerre, du prolétariat de chaque pays contre sa bourgeoisie et son appareil étatique et militaire. Cette coordination ne peut être assurée qu'au moyen du contrôle politique et programmatique du parti communiste mondial sur l'appareil de l'Etat où la classe ouvrière a conquis le pouvoir.